



CAMPAGNE DE PROMOTION DE LA PLANIFICATION FAMILIALE ET DU MAINTIEN DES JEUNES FILLES À L'ÉCOLE

Niger : Partenariats stratégiques transformateurs

Région de Maradi, janvier 2019

Photo de couverture : Des femmes dans une école coranique

EQUIPE DE REDACTION

Directeur de la Publication

Mabingue Ngom

Supervision de la publication

Mamadou Kanté
Ismaila Mbengue
Jacob Enoh Eben

Rédacteur en Chef

Habibou Dia

Éditeurs associés

Zalha Assoumana
Maazou Saddi

Infographie

Takander Agency
Bakary kamara

Photographie

Habibou DIA

SOMMAIRE

- 6 Contexte National
- 10 Citation du Président de la République du Niger
- 12 Mabingué Ngom,
Directeur Régional de l'UNFPA
- 14 Docteur Lalla Malika Issoufou
Première Dame, Présidente de la Fondation TATTALI IYALI
- 20 Ismaila Mbengue
Représentant UNFPA Niger
- 26 Inauguration d'un centre de santé et appel en faveur de
l'amélioration de la santé maternelle.
- 28 Initiative Spotlight au Niger
- 30 Niger : chefferie traditionnelle et leaders religieux,
un partenariat transformateur avec UNFPA
- 32 Maiguizo Kané Mahamane Mansour
Chef de canton de Tessaoua
- 38 Maradi, les Madrassas (groupements religieux) des
femmes prêchent le bien-être de la famille
- 42 Témoignage de Malama Ouani, prédicatrice dans la
commune de Maradi à Dambalbilou
- 46 L'initiative adolescentes « Illimin » note des
progrès significatifs
- 50 Des établissements qui redonnent une chance aux mères
célibataires, victimes de mariages précoces.
- 52 Focus sur les centres de santé intégré

Contexte National

Le Niger, est l'un des pays au monde qui enregistre un des plus forts taux de croissance démographique au monde (3,9% en 2012). La population est extrêmement jeune ; les moins de 15 ans représentent plus de la moitié de la population totale (51,7%). L'extrême jeunesse de cette population nigérienne est en rapport avec sa forte fécondité qui est de 6 enfants par femme en moyenne, en lien avec le fort désir d'enfants tant chez les hommes et de la faible utilisation des services de planification familiale (12,3%).

Ces statistiques ne sont pas sans conséquences sur la santé des mères et des enfants, et cette évolution démographique s'effectue dans un contexte socio-économique difficile. Il est caractérisé par une insécurité grandissante liée à l'avènement de la secte «Boko Haram», ayant occasionné depuis 2015, une crise humanitaire sans précédent dans la région de Diffa. Cette crise continue d'affecter de nombreuses personnes parmi lesquelles, des enfants, des adolescent-e-s, des jeunes, et des femmes ; les privant ainsi de leurs droits, notamment le droit à un meilleur état de santé.

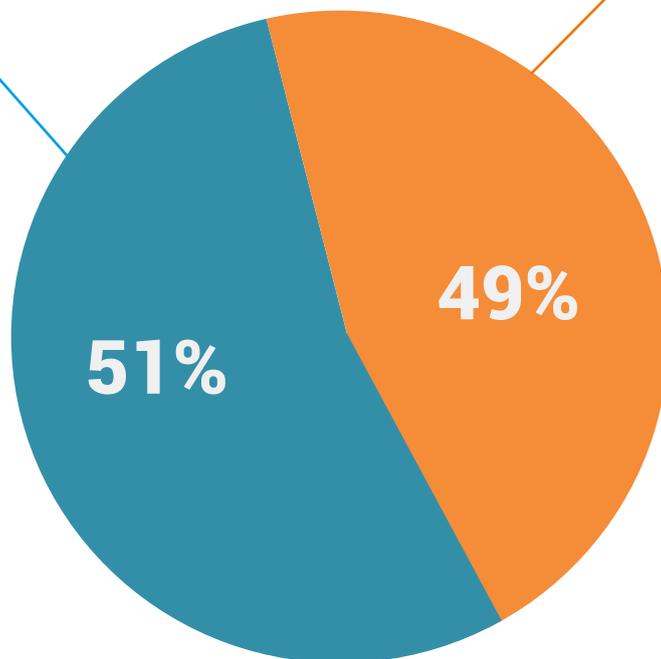
POURQUOI UNE CAMPAGNE DANS LA RÉGION DE MARADI ?

La campagne à Maradi vise à : « Promouvoir la demande de services de la santé de la reproduction, en particulier de repositionner la planification familiale et la lutte contre les violences basées sur le genre. »

les Chiffres en Graphiques

51% de la population
est âgée de moins de
15 ans

49% de la population
a plus de 15 ans



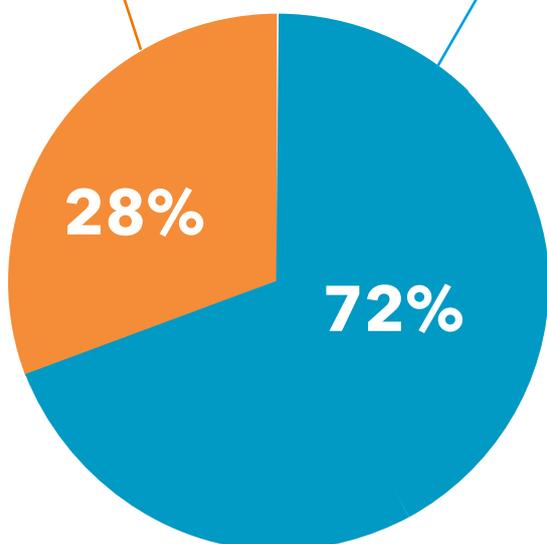
Les moins de **15 ans** représentent plus de la moitié de la population totale (**51,7%**).



Le taux de mortalité maternelle est de 535 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2012 et le taux de mortalité infanto-juvénile est de 81 décès pour 1000 naissances vivantes.

28% d'enfants sont mariés avant 15 ans

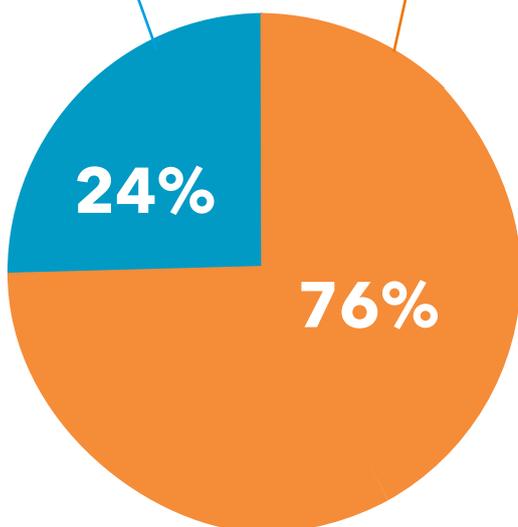
72% d'enfants sont mariés après 15 ans



Proportion de mariages d'enfants avant 15 ans au Niger

24% des femmes sont mariées après 18 ans

76% d'enfants sont mariés avant 18 ans



Proportion de mariages d'enfants avant 18 ans au Niger



Dans le souci de permettre à la population du Niger et plus particulièrement celle de la région Maradi de jouir pleinement de ses droits, en particulier le droit à la santé de la reproduction et de pouvoir répondre efficacement à ses besoins spécifiques, le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) en collaboration avec les Ministères de la Santé Publique et celui de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant se propose de mener une campagne de masse de promotion de la Planification Familiale et d'offre des services SR y compris le dépistage du cancers génitaux féminins et le

dépistage des cas de fistules ; mais aussi renforcer la lutte contre les Violences basées sur le genre, les **IST/ VIH/ SIDA** ainsi qu'un plaidoyer pour la scolarisation de la jeune fille . Cette Campagne se déroulera du 7 janvier 2019 au 22 janvier 2019 au niveau de tous les 8 départements et la commune urbaine de Maradi. Cette initiative vise à mobiliser la communauté, les autorités administratives, municipales traditionnelles et religieuses, les jeunes et les femmes et les hommes des régions pour assurer une offre des services de santé de la reproduction de qualité à la population.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES DE LA CAMPAGNE

- Mobiliser les autorités administratives, les leaders de la communauté (chefs traditionnels, religieux, associations et groupements de femmes, réseaux de jeunes), les élus régionaux et locaux pour promouvoir l'utilisation des services SR, en particulier la PF, la lutte contre les VBG et la scolarisation de la jeune fille et son maintien à l'école ;
- Informer et sensibiliser les populations via les leaders de la communauté sur les bénéfices de la planification familiale, l'égalité des droits et l'importance de la scolarisation et le maintien de la fille à l'école ;
- Renforcer l'offre et la qualité des services de santé de la reproduction tant en centres fixes que mobiles.



Son Excellence, Monsieur Mouhamadou Issoufou, Président de la République du Niger



Son Excellence

Mahamadou Issoufou

Président de la République du Niger

« Notre pays doit chercher à bénéficier du dividende démographique qui est l'union de la transition démographique et du développement durable. Je félicite le Gouvernement, les leaders traditionnels et religieux ainsi que les partenaires au développement pour les efforts consentis dans ce domaine. Je les encourage à poursuivre le combat. En particulier, je les encourage à continuer la sensibilisation contre les mariages précoces et pour le maintien de nos enfants à l'école, notamment les jeunes filles, au moins jusqu'à l'âge de 16 ans conformément aux promesses du Programme de Renaissance »

Mot du Directeur Régional



Monsieur Mabingué Ngom,
Directeur du Bureau Régional
de l'UNFPA pour l'Afrique de
l'Ouest et du Centre

Mabingué Ngom,

Directeur régional du Fonds des Nations unies
pour la population (UNFPA)

Notre partenariat avec le Niger, est un exemple réussi de l'engagement d'un Etat en faveur de l'amélioration de la santé maternelle. Le chef de l'Etat, S.E Mahamadou Issoufou est un champion de la capture du Dividende Démographique, qui occupe une place très importante dans le Programme de Renaissance du Niger.

La Fondation Tattali Iyali, de la Première Dame le Docteur Lalla Malika Issoufou, collabore également avec l'UNFPA pour lutter contre les mariages précoces et forcés avec leur lot de conséquences néfastes. Avec le Gouvernement du Niger, l'UNFPA a organisé en marge de la **73^{ième} Assemblée Générale des Nations Unies en 2019, une session de haut niveau, pour « Lutter contre le mariage des enfants et promouvoir le bien-être des femmes et des filles »**. A cette rencontre, ont pris part la Vice-Secrétaire Générale de l'ONU, Amina J. Mohammed ainsi que la Directrice Exécutive de l'UNFPA Dr. Natalia Kanem. La session a mis en exergue les bonnes pratiques et les interventions communautaires innovantes et autres efforts déployés dans le pays, qui ont permis d'améliorer le bien-être des femmes et des filles, conduisant à une réduction du niveau de fécondité (de 7,6 enfants par femme en 2012 à 6 enfants par femme en 2017). Ces résultats encourageant sont le résultat de la volonté politique et du leadership du Président du Niger qui a été, à l'avant-garde de la mobilisation de la communauté internationale en faveur de la capture du dividende démographique, et de l'autonomisation des femmes. Un appel à l'action en 2013 qui a résulté notamment sur un partenariat entre les Nations Unies et la Banque mondiale à travers le projet Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel **(SWEDD)**.

Le Niger occupe toutes nos attentions, car nous avons à cœur d'améliorer d'avantage les indicateurs de santé maternelle et reproductive. Le Fonds français MUSKOKA, est une autre initiative pour améliorer la santé sexuelle, reproductive, maternelle, néonatale, infantile et des adolescents (SSRMNIA). Elle entre dans sa deuxième phase de mise en œuvre avec l'intégration d'un nouveau partenaire, le Danemark.

J'encourage l'ensemble des partenaires de la société civile et des acteurs locaux, autorités administratives, chefs religieux et coutumiers, à démultiplier les efforts, dans le contexte des 25 ans de la conférence Internationale sur la Population, et le développement et des 50 ans de l'UNFPA, pour la capture du dividende démographique, et l'autonomisation des jeunes et des femmes.

L'expérience de Maradi mérite d'être portée à l'échelle dans l'ensemble des régions qui ont besoin d'un coup de pouce.

Avec le Gouvernement du Niger, nous sommes déterminés à ne laisser personne derrière et à atteindre les trois résultats transformateurs à l'horizon 2030 :

- ▣ 0 (Zéro) besoins non satisfaits en planification familiale
- ▣ 0 (Zéro) décès maternels évitables
- ▣ 0 (Zéro) violences basées sur le genre.



Dr. Lalla Malika Issoufou, Première Dame du Niger, Présidente de la fondation Tattali Iyalli



Docteur Lalla Malika Issoufou

Première Dame, Présidente de
la Fondation TATTALI IYALI

«Les mariages précoces ou forcés tirent nos jeunes filles vers le bas parce qu'ils sont sources de grossesses précoces, de fistules et d'abandon de l'école».



La campagne de Maradi ne saurait être une campagne de plus même si elle intervient après tant d'autres initiatives du genre. Cette campagne nous engage tous à quelque niveau de responsabilité que nous soyons parce qu'il s'agit de renforcer l'information et la sensibilisation de nos populations sur des questions qui concernent leur quotidien.

Elle vise à créer un environnement plus favorable à la promotion de la santé de la reproduction qui ne saurait être réduite au seul impératif de planification des naissances. Elle vise également à promouvoir la demande des services de santé et à lutter contre les violences basées sur le genre. Il s'agit simplement de favoriser un meilleur accès de tous à un droit essentiel, le droit à la santé.



C'est seulement en accédant aux services de santé de base que nous pourrions radicalement inverser la tendance des fortes mortalités maternelles et infanto juvéniles.

C'est également à cette condition que nous pourrions réduire les maternités à risques et développer les accouchements assistés par un personnel médical, préserver la santé de la femme et de l'enfant, lutter contre les maladies gynécologiques, les maladies de l'enfant, et les grossesses précoces qui, elles-mêmes, sont liées en général aux mariages précoces. L'une des conséquences fâcheuses des mariages précoces, c'est la fistule obstétricale qui condamne la jeune fille à vivre ostracisée, abandonnée par ses parents, ses amis et la société, en un mot, condamnée à une mort silencieuse. Non, nous ne devons plus accepter que nos concitoyennes subissent de tels traitements inhumains et dégradants.

Nous devons les traiter plutôt avec dignité et humanité. Le mieux, c'est de combattre sans répit les causes de cet état de fait c'est-à-dire les mariages précoces.

La fistule est aussi liée à l'excision, une pratique néfaste qui déshumanise la jeune fille, une pratique qui lui dénie ses droits les plus élémentaires, en tant qu'être humain, une pratique qui n'a plus droit de cité, dans une société de progrès.

Plus la fille est maintenue à l'école, plus elle a des chances de mieux préserver sa santé, d'échapper aux mariages et aux grossesses précoces, de mieux gérer sa famille, d'être acteur du développement national.

Nous avons la chance que l'un des objectifs du Programme de Renaissance porté par le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence **Elhadj ISSOUFOU MAHAMADOU** est de faire de l'école un ascenseur social pour tous les enfants.

Il faut alors renforcer la scolarisation de la jeune fille pour assurer le meilleur équilibre à notre société. Il faut préserver les jeunes filles en leur donnant les clés de leur émancipation physique et intellectuelle c'est-à-dire en les responsabilisant en tant que membres à part entière de notre société.

J'invite donc tous les leaders d'opinion à se mobiliser en particulier les autorités administratives, la chefferie traditionnelle, les leaders religieux, les associations de défense des droits humains, les organisations féminines et de jeunesse, les élus locaux pour promouvoir l'utilisation des services de santé de la reproduction, en particulier la planification familiale, la lutte contre les violences basées sur le genre et la scolarisation de la jeune fille et son maintien à l'école.

Je les invite à donner le vrai discours religieux qui aide nos populations à sortir du cercle vicieux de l'ignorance.

J'encourage les initiatives « **écoles de maris** », cette expérience novatrice, et invite à leur dissémination partout où cela est nécessaire. J'encourage particulièrement les époux à permettre à leurs conjointes et enfants de fréquenter les services de santé de la reproduction.

Docteur Lalla
Malika Issoufou

Première Dame du Niger







Monsieur Ismaïlla Mbengue
Représentant de UNFPA au
Niger

Ismaila Mbengue

Représentant UNFPA Niger.

- *76% des filles sont mariées avant 18 ans*
- *Le ratio de mortalité maternelle est de 535 décès pour 100 000 naissances vivantes*



L'extrême jeunesse de la population nigérienne est en rapport avec sa forte fécondité qui est de 6 enfants par femme en moyenne, la forte proportion de mariages d'enfants (28% sont mariées avant 15 ans et 76% le sont avant 18 ans), la forte fécondité des jeunes/adolescentes (14% de la fécondité totale) et la faible utilisation de la planification familiale moderne (12,3%). Ces statistiques ne sont pas sans conséquences sur la santé des mères et des enfants, En effet, le taux de mortalité maternelle est de 535 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2012 et le taux de mortalité infanto-juvénile est de 81 pour 1000 naissances vivantes.



La Première Dame et le Représentant de l'UNFPA présentant un Kit de planification familiale au centre de santé Ali Dan Sofo

Le Ministre de la Santé Publique a mis à la disposition de cette campagne 70 sages-femmes compétentes dont 60 venues des autres régions du Niger pour renforcer l'offre de services et les compétences des prestataires, 14 cliniques mobiles composées chacune de 2 sages-femmes, une infirmière, et un communicateur qui ont couvert l'ensemble des villages des 8 départements de la région de Maradi sans compter l'équipe de superviseurs, et de gynécologues formateurs placée au niveau de chacun des 8 départements.



Sur les huit régions du Pays, Maradi et Zinder, sont celles qui enregistrent le taux d'accroissement démographique le plus important. Ces deux régions ont aussi les indicateurs d'utilisation des services de la santé de la reproduction (planification familiale, consultation prénatale (CPN), accouchement assisté) les plus faibles.

Cette campagne de mobilisation sociale s'inscrit donc dans le cadre des objectifs fixés par le Gouvernement dans le Plan de Développement Economique et Social. Elle constitue un pari et un engagement de nous tous, pour apporter à la population les informations et les services de qualité dont elle a besoin, afin d'exercer des choix libres et de prendre les bonnes décisions en santé reproductive. Cette campagne vise à bannir toutes les pratiques qui sont contraires à la dignité et aux droits humains, notamment les violences basées sur le genre.

La qualité de cette information est d'autant plus importante qu'elle est portée par les leaders de la communauté : chefs traditionnels, chefs religieux, femmes leaders, et réseaux des jeunes. Les leaders communautaires informent et sensibilisent les communautés sur leurs droits, leur santé afin qu'elles puissent prendre les meilleures décisions pour leur avenir et celui de leurs enfants.

Cette campagne permettra aux Femmes en âge de procréer de disposer des informations leur permettant d'exercer pleinement leurs droits en matière de santé de la reproduction pour avoir le nombre d'enfants qu'elles désirent, et au moment voulu. Avec ces informations, elles seront aussi édifiées sur les violences basées sur le genre, ainsi que sur les dispositifs et services disponibles pour les assister en la matière. Les gynécologues et sages-femmes vont assurer la supervision formative et le coaching des agents de santé pour renforcer leurs compétences techniques afin que ces équipes continuent à offrir des services de qualité après la campagne.

La Ministre de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant, a mobilisé son équipe régionale qui a fait la cartographie des intervenants sur la lutte contre les VBGs, et a mené des activités de sensibilisation pour renforcer la prévention et a développé des stratégies de riposte et référence vers les Centre de Santé Intégrée.

La campagne de Maradi est aussi une réponse à l'appel de son Excellence, le Président de la République, Chef de l'Etat, El hadji Issoufou Mahamadou, je cite

« Notre pays doit chercher à bénéficier du dividende démographique qui est l'union de la transition démographique et du développement durable. Je félicite le Gouvernement, les leaders traditionnels et religieux ainsi que les partenaires au développement pour les efforts consentis dans ce domaine. Je les encourage à poursuivre le combat. En particulier, je les encourage à continuer la sensibilisation contre les mariages précoces et pour le maintien de nos enfants à l'école, notamment les jeunes filles, au moins jusqu'à l'âge de 16 ans conformément aux promesses du Programme de Renaissance ».

Ismaila Mbengue
Représentant UNFPA Niger.



Une habitante d'un village de Guidansori lors du passage de la clinique mobile pour des consultations en santé de la reproduction

Inauguration d'un centre de santé et appel en faveur de l'amélioration de la santé maternelle.

Dans la région de Maradi, seulement 7 % de femmes ont accès aux méthodes modernes de planning familial avec 750 décès maternels pour 100.000 naissances vivantes causés en partie par le pourcentage très élevé de mariages et de grossesses précoces, 90% des filles sont mariées avant 18 ans.

Dans le cadre de la campagne de Maradi, La Première dame, S.E Dr Lalla Malika Issoufou, le Ministre de la Santé Publique, celle en charge de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, accompagnés de Monsieur Ismaïla Mbengue, Représentant Résident de UNFPA au Niger et de Mme Binetou Djibo coordinatrice du système des Nations Unies au Niger ont procédé à l'inauguration d'un centre de santé rénové dans le quartier de Ali Dan Sofo. Cet établissement contribuera à l'amélioration du plateau médical dans la commune. L'occasion a été saisie par le représentant résident de UNFPA pour présenter un kit de planning familial avec la première dame.

Maradi fait figure de capitale économique du Niger, mais les indicateurs de santé reproductive et maternelle sont très alarmants et nécessitent un investissement de l'ensemble des acteurs pour inverser la tendance.





Images de l'inauguration du centre de santé Ali Dan Sofo



Mme Binetou Djibo

Coordonnatrice du Système
des Nations unies au Niger

Initiative Spotlight au Niger

Le Niger, est l'un des pays qui enregistre un des plus forts taux de croissance démographique au monde (3,9% en 2012). La population est extrêmement jeune avec les moins de 15 ans qui représentent plus de la moitié de la population totale (51,7%).

Pour espérer créer le déclic, les autorités du pays avec l'appui de l'UNFPA comptent sur une synergie d'efforts en misant sur l'engagement des autorités administratives et locales, des leaders religieux, de la chefferie traditionnelle et coutumière mais aussi de la société civile.

D'ailleurs, le Niger fait partie des pays bénéficiaires de l'initiative Spotlight, un partenariat financé par l'Union européenne et mis en œuvre par quatre agences des Nations Unies : le PNUD, UNFPA, ONUFEMMES et l'UNICEF. Il vise l'élimination de toutes les formes de pratiques néfastes de violence à l'égard des femmes et des filles et de leurs conséquences. Mme Djibo

Coordonnatrice du Système des Nations Unies en se prononçant sur la question a affirmé

« le programme Spotlight dédié à la question des femmes est un exemple de l'esprit One UN qui milite en faveur de programmes inter-agences visant à résoudre des problématiques bien identifiées ».

« UNFPA fera office d'agence leader dans le cadre de la mise en œuvre du projet Spotlight. Elle a plus d'expertise en réparation de fistules, de santé de la reproduction. Le Spotlight va capitaliser sur l'expérience de l'UNFPA et des autres agences également, mais l'UNFPA sera au-devant ».

Niger : chefferie traditionnelle et leaders religieux, un partenariat transformateur avec UNFPA

La chefferie traditionnelle engagée auprès du gouvernement et de l'UNFPA dans les initiatives de sensibilisation

La Chefferie traditionnelle occupe une place importante au Niger, les chefs sont considérés comme les Pères de la Nation. Les chefs traditionnels qui dirigent des régions ont le titre de Sultan dans quatre régions du pays à savoir Agadez, Dosso, Maradi et Zinder.

Dans les régions ils existent des chefs traditionnels qui administrent des cantons. Les chefs traditionnels au Niger sont donc impliqués et sollicités dans l'ensemble des politiques et des décisions qui concernent leur localité.



L'accueil de la délégation des officiels à l'aéroport de Maradi.





Maiguizo Kané Mahamane Mansour
Chef de canton de Tessaoua et
secrétaire général aux relations
extérieures de l'Association des
Chefs Traditionnels du Niger (ACTN).

Maiguizo Kané Mahamane Mansour

Chef de canton de Tessaoua, secrétaire général aux relations extérieures de l'Association des Chefs Traditionnels du Niger (ACTN).

Projet d'amélioration de la santé à
Tessaoua : « une famille une mesure de mil »

ATessaoua il n'est pas rare de voir des femmes, des hommes ou des familles entières venir en ville pour demander de quoi évacuer un fils, une fille, ou un parent malade vers l'hôpital régional de Maradi ou de Zinder. L'évacuation coûte en moyenne 21500 fcfa (environ 33 euros), mais toutes les familles ne disposent pas des fois de cette somme. Ainsi pour assurer l'évacuation des malades, le Chef de canton de Tessaoua, Maiguizo Kané Mahaman Mansour a proposé aux populations la mise sur place d'un système de collecte de mil qui revendu assure les frais d'évacuation d'urgence aux familles dans le besoin. Dans cette commune d'environ 375.000 habitants, le Sultan a réussi à collecter en deux mois 26 tonnes de mil sur la base uniquement de la confiance que les populations ont envers les chefs traditionnels.



Maiguizo Kané Mahamane
Mansour dans les greniers
de collecte de mil

Témoignage de Maiguizo Kané Mahamane Mansour

Le rôle de la chefferie remonte à bien avant la colonisation ce qui justifie et explique la confiance et les liens solides que nous avons avec les populations, c'est pour cela que nous sommes appelés les pères de la nation. Nous sommes chargés d'aider les populations à résoudre les problèmes auxquels elles font face au quotidien surtout en milieu rural et plus particulièrement les femmes et les enfants. Les femmes en milieu rural sont soumises à beaucoup d'épreuves liées à la précarité, la pauvreté et la misère, ce qui cause en particulier un taux élevé de violences conjugales, d'abandons scolaires, de divorces, d'analphabétisme et de prostitution clandestine.

C'est pour cela que nous sommes convaincus que l'autonomisation de la femme contribuera à stopper les fléaux et les maux qui sont en train de les assaillir.



Elles me sollicitent souvent dans leur recherche de moyen d'autonomisation. Tantôt elles sollicitent des puits pour la culture contre saison ou maraichère, ce qui les aide pour produire des légumes, générer des revenus additionnels au ménage et assurer l'équilibre alimentaire. Pour l'instant des progrès sont notés, mais il y a encore du chemin à faire. Les sensibilisations ne suffisent pas, il faut que des actions concrètes puissent suivre pour améliorer le quotidien des populations.

« Il faut sortir les femmes et les jeunes de leur situation de précarité sinon on sera toujours à la case départ, nous avons besoin de projets réels et concrets pour permettre aux femmes et jeunes de produire eux-mêmes des moyens de subsistance. »



Mobilisation des habitants d'un village de Guidansori lors du passage de la caravane de sensibilisation accompagnée d'une clinique mobile pour des consultations en santé de la reproduction



Les autorités administratives et les chefs coutumiers sont impliqués dans les séances de sensibilisation publique pour accélérer le processus de changement social et comportemental

Implication des chefs traditionnels dans les caravanes de sensibilisation.

Lors de la campagne de Maradi, des caravanes de sensibilisation pour encourager les femmes à aller vers les centres de santé ont sillonné l'ensemble des villages. Dans chaque caravane, le chef traditionnel de la localité était présent ou représenté en vue d'insister auprès des populations qu'il administre sur le bien fondé de l'initiative. C'est le cas de Gonda Baffa représentant du chef de

Canton de Guidansori. Il explique *« Nous sommes impliqués dans les sensibilisations au niveau des villages de notre canton et nous comptons finir d'ici deux jours les 07 villages qui nous restent. Car nous sommes écoutés et respectés, nous approuvons les unions et assistons aux baptêmes. »*

Témoignage de Gonda Baffa représentant du chef de Canton de Guidansori.

« Nous espérons un changement de mentalité des populations surtout concernant la lutte contre le mariage des enfants pour ne pas mettre un terme à leur scolarisation. Les femmes doivent être assez mature avant le mariage, car même s'il peut arriver qu'elles ne réussissent pas leurs études scolaires, il existe des centres de formation aux métiers qu'elles peuvent rejoindre pour assurer plus tard leur autonomisation.

Aujourd'hui il n'y pas de conflit sur les sujets relatifs à l'espacement

des naissances et au planning familial. La plupart des hommes ne s'opposent pas à ce que les femmes fassent recours à ces services. Par contre, il arrive que notre arbitrage soit requis quand nous sommes informés d'un cas de mariage d'enfants.»

« Cette année, il y a eu deux cas de mariages d'enfants dont nous avons eu échos et que nous avons annulé, lorsque l'information nous a été relayée.»



Intervention dans une madrassa du Dr. Zalha Assoumana, chargée du programme de lutte contre la fistule et les mutilations génitales féminines à UNFPA Niger



Dans les «Madrassa» les sœurs aînées (vêtues de rouge) relaient souvent les questions des plus jeunes, lorsqu'elles éprouvent une certaine gêne à les poser.

Les Madrassas (groupements religieux) des femmes prêchent le bien-être de la famille.

Les écoles coraniques vecteurs de changement

Dans le cadre de la coopération avec les prédicatrices du Tchad, une mission de sensibilisation a recommandé l'implication des Madrasas pour susciter le changement social et comportemental nécessaire à l'amélioration de la santé maternelle et pour mettre fin aux pratiques néfastes.

Le Niger est un pays à plus de 99% musulman, les leaders religieux jouissent d'une grande audience. Dans certaines régions, les populations s'orientent volontairement vers les écoles coraniques en lieu et place de l'enseignement public général. Il est donc primordial pour l'UNFPA, d'entamer des échanges avec des prédicatrices très proches des populations pour créer une dynamique de changement sociale et comportemental.

C'est le cas de la région de Maradi, où une grande majorité de femmes fréquentent les écoles coraniques. Elles ne vont pas dans les établissements scolaires et les établissements de santé, encore éloignés de certains villages. Les prédicatrices, qui font office de

prêchuses dans ces Madrassas, sont donc très écoutées dans les seuls cercles de rencontre des femmes qui existent quasiment. Grâce à leurs prêches et leurs enseignements, elles contribuent au changement social et comportemental pour améliorer le bien-être des femmes, par un meilleur accès aux soins de santé, le maintien de jeunes filles à l'école, et le bannissement des violences basées sur le genre. C'est pour la première fois que UNFPA Niger initie cette expérience dans les Madrassa.

Lors de la campagne de Maradi, il y a eu 50 madrassas qui comptent environs entre 50 à 100 personnes, ont été touchées, certains lieux ont reçu plus de 200 participantes.

Les sollicitations multiples des femmes lors des discussions sur les thèmes relatifs à l'espacement des naissances ou au maintien des filles à l'école pour remédier aux mariages précoces, illustrent leur intérêt pour les questions évoquées. A la fin de certaines séances, les différents moyens de planning familial sont exposés aux femmes. Certaines prédicatrices, n'ont pas hésité à montrer à leurs sœurs leur implant.



Dans la région de Maradi, une grande majorité de femmes fréquentent les écoles coraniques.



Témoignage de Malama Ouani, prédicatrice dans la commune de Maradi à Dambalbilou

Malama Ouani est prédicatrice, dans la commune de Maradi à Dambalbilou où les femmes sont organisées en groupements religieux dans les quartiers. Ces groupements sont appelés « Madrassa », un mot arabe qui signifie école. Les « Madrassa », permettent aux femmes de bénéficier d'encadrements sur les différentes recommandations de l'islam.

Son association s'appelle « *Ahloul kitabi wal Souna* », littéralement « *les gens du livre et de la sunna* », allusion au coran et aux enseignements du Prophète Mahomet PSL. Lors d'une discussion, les échanges ont porté sur les règles de l'islam à propos de la planification familiale, et de l'acquisition du savoir pour les filles.

D'après Malama Ouani les femmes doivent veiller sur elles et prendre soin de leur santé, en faisant l'effort d'aller vers les centres de soins et de suivi médicalisé. Elle interroge le public venu l'écouter :

« comment voulez-vous être constantes dans votre pratique religieuse si vous êtes malades tout le temps ? ».

Dans cette partie du Niger, la plupart des complications médicales qui affectent les femmes sont causées par des grossesses précoces ou successives, liées au défaut d'espacement des naissances.





Malama Ouani prédicatrice à Dambabilou.

Lorsque la question de l'espacement des naissances se pose, la prédicatrice répond en invoquant deux versets du coran : Sourate Al-'Ahqâf (La Caverne, 46) verset 15 **« sa gestation et son sevrage durent trente mois »**, puis Sourate Al Baqara (La Vache, 2) verset 233 **« et les mères qui veulent donner un allaitement complet, allaiteront leurs bébés deux ans complets »**.

L'islam fait appel à un allaitement régulier des nouveaux nés durant deux années au moins pour celles qui le souhaitent, ce qui constitue un moyen naturel d'espacement des naissances d'après la prédicatrice. Cette méthode pouvant avoir des limites, et pour éviter d'avoir des grossesses rapprochées, qui ne favorisent pas un bon développement de l'enfant et qui peuvent affaiblir les mamans, Malama conseille à ses sœurs d'aller vers les professionnels de la santé. Elle affirme :

« la plupart des femmes pensaient que l'islam n'était pas en faveur de l'espacement des naissances, alors que c'est tout à fait le contraire ».

Dans le public, certaines femmes expriment leur gêne à aller dans les établissements de santé du fait que la plupart du personnel est composé d'hommes. Malama leur dit :

« si vous voulez éviter à vos filles ce sort, alors maintenez les à l'école, elles auront plus de chances de devenir des gynécologues, des sages-femmes ou des infirmières ». La prédicatrice ne voit pas pourquoi le savoir devrait être la chasse gardée des hommes. Selon elle, le prophète Mahomet a indiqué que :

« la quête du savoir est une obligation pour tout musulman et musulmane ».



Niger, l'initiative adolescentes « Illimin » note des progrès significatifs.

Chamsiya échappe à un mariage précoce et décide de rejoindre un centre de formation aux métiers.

Chamsiya Tahirou, a 21 ans, elle est née dans le village d'Ardawa, de la commune de Jiratawa à 600 kilomètres de Niamey, la capitale du Niger. Dans sa famille, les études ne sont pas prioritaires. Elle décide donc de quitter l'école en classe de CE2 (6e année de primaire). Plus tard elle a rejoint une école coranique.

Au Niger seulement 0,3% des filles terminent le secondaire, et 50,9% abandonnent en primaire.

Elle a réussi à éviter un mariage précoce pour lequel elle n'était pas consentante lorsqu'elle avait 17 ans. **« Heureusement pour moi et les filles de ma génération, dans mon village, nous avons le droit de dire NON au mariage des enfants »** déclare Chamsiya. Cet état de fait n'est pas courant en zone rural au Niger. Son village fait exception grâce aux multiples programmes de sensibilisation déployés par UNFPA. Au Niger 76,3% des filles sont mariées avant 18 ans.

Après cette tension, elle a décidé de rejoindre un « espace sûr » pour bénéficier d'un projet d'alphabétisation, à l'issue duquel elle a été orientée au centre de formation professionnel de Maradi. D'après Mme Halima Ibrahim directrice du centre **« notre établissement accueille 240 filles non scolarisées formées à des métiers générateurs de revenus »**, notamment **« la couture, la réparation de motos, l'élevage et électricité, entre autres »**. La liste n'est pas exhaustive.



Chamsiya dans l'atelier de formation à la réparation de motos.



Mme Halima Ibrahim directrice du centre de formation aux métiers de Maradi II



Après une formation de deux années, Chamsiya a acquis des compétences mécaniques pour la réparation des motos. Aujourd'hui, elle voudrait aller de l'avant dans sa vie et se prendre en main. C'est grâce à l'initiative adolescentes du Niger « Illimin » que Chamsiya a pu avoir une seconde chance. Cette initiative est une réponse du gouvernement, avec l'appui de UNFPA et le financement des bailleurs aux problématiques du mariage d'enfants, d'abandons scolaires et de faible accès aux services de planification familiale.

Lancée en 2013, elle privilégie la participation et le dialogue familiale et communautaire afin d'associer les parents, les hommes, dans la lutte contre les mariages précoces et forcés et dans la promotion de la santé de la reproduction. L'objectif final est de contribuer à changer les comportements des filles, des familles et des communautés en matière de mariages d'enfants et de grossesses précoces.

Les adolescentes victimes de mariages forcés sont d'abord récupérées par UNFPA et orientées vers un espace sûr. Sur place elles suivent des cours d'alphabétisation mais aussi en compétences de vie, santé sexuelle et reproductive, genre et droits humains.

Les cours en santé reproductive ont permis de faire passer l'usage de moyens de planification familiale chez les adolescentes bénéficiaires de 4,1% en 2013 à 33,3% en 2018. Un bond très significatif lorsque l'on sait que la moyenne nationale chez les adolescentes est de 4.3%. Déjà 220.771 personnes ont bénéficié de dialogues communautaires et 132.715 adolescentes ont fréquentés les 1.358 espaces sûrs créés.

Des établissements qui redonnent une chance à des mères célibataires, victimes de mariages précoces.

Balkissa Tari, animatrice dans une radio communautaire au Niger, lutte contre le mariage d'enfants et les pratiques néfastes.

Balkissa Tari est animatrice dans une radio communautaire au Niger. Un profil qui fait exception dans cette commune de Tessaoua qui se situe à 600 kilomètres de la capitale Niamey. Considérée aujourd'hui comme une avocate des femmes, Balkissa a un parcours particulier.

Mariée à 12 ans et contrainte à l'abandon scolaire en classe de CM2 (6e année de primaire). Elle ne doit son salut qu'à l'aide de sa grande sœur chez qui elle a trouvé refuge avant de reprendre les études. Elle rejoint l'école Barro Dan Baskore qui aide à la réinsertion des filles victimes de mariages forcés et précoces. Cet établissement a mis sur pied un système de garderie d'enfants, ce qui permet aux mères célibataires de vaquer aux cours. Balkissa y obtient son BEPC (4e année du secondaire) avant de suivre une formation complémentaire en animation radio.

Sur les ondes de « **Garkuwa FM** », les émissions de Balkissa Tari portent souvent sur des thèmes qui se rapportent au mariage d'enfants et leurs conséquences néfastes. Sa posture d'animatrice à la radio communautaire lui permet de militer contre les pratiques néfastes.

Elle témoigne : *« J'ai voulu être animatrice radio car cela me plait, et je vois que dans les radios on sensibilise les filles et les parents sur les violences basées sur le genre dont j'ai été victime. C'est pour cela que je me suis battu pour obtenir un diplôme afin de contribuer à la lutte. »*





Balkissa Tari animatrice à Garkuwa FM au Niger



D.W	1	1
1066	2	2
1066	3	3
IPAN	4	



Mme Bilal Madina Thiam, sage-femme au Centre mère-enfant d'Agadez, mise à disposition au Centre de Santé d'El Kolta.

Focus sur les Centres de Santé Intégrés

Témoignage de Mme Bilal Madina Thiam

Sage-femme au Centre mère-enfant d'Agadez, mise à disposition au Centre de Santé d'El Kolda

Le Niger dispose de 8 centres mère-enfant sur toute l'étendue de son territoire. Ces centres offrent différents services à savoir des consultations pré et post natales, la prise en charge des grossesses à haut risque, les césariennes, les consultations gynécologiques internes et externes.

Pour les besoins de renforcement de capacité du personnel médical à Maradi, Madina a été déployée au centre de santé intégré d'El Kota. La plupart des jeunes femmes rencontrées dans ce centre de santé intégré, viennent pour la première fois en consultation prénatale alors qu'elles entament leur deuxième trimestre de grossesse. Elles n'ont jamais effectué de consultation prénatale au préalable, ce qui n'est pas recommandé. Mais les femmes craignent d'être mal jugées si elles viennent en consultation durant les trois premiers mois de la grossesse. En milieu rural elles risquent d'être critiquées, on pensera qu'elles ne veulent pas supporter la grossesse.

Avec le counseling (les conseils donnés aux patientes), les femmes sensibilisent à leur tour celles restées au village pour les informer que les consultations doivent se faire le plus tôt possible. Cette méthode de sensibilisation permet d'avoir des améliorations vis-à-vis du nombre de femmes qui viennent en consultation prénatale.

Durant cette campagne Madina, a reçu une femme qui a eu 10 accouchements sans jamais bénéficier de planification familiale. Avec le counseling effectué la femme a souhaité faire un dispositif utérin. Elle témoigne :

« j'ai reçu une femme de 42 ans qui a déjà eu 10 enfants. Elle ignorait tous des moyens de planification familiale. Après l'avoir sensibilisée elle a accepté d'utiliser un moyen de planification familiale. J'étais très contente de ma mission pour avoir pu affecter positivement la vie d'une femme. »

Salimou Ibrahima est une patiente rencontrée dans ce centre. A 30 ans, elle a déjà eu 9 accouchements dont 3 décès. Salimou a parcouru 12 kilomètres à pied depuis son village, Kamchiroua pour venir bénéficier de conseils médicaux.

Parmi les objectifs de la campagne de Maradi figure le fait que les hommes comprennent que la consultation prénatale est très importante pour la femme et l'enfant pour leur protection et celle de leur enfant. Car cela permet de prévenir les maladies qui peuvent affecter la mère et l'enfant.





L'équipe médicale de la caravane mobile de Guidansori effectuant le counseling



Salimou Ibrahim, une patiente qui a déjà eu 9 accouchements dont 3 décès, a parcouru 12 kilomètres à pied depuis son village, Kamchiroua pour venir bénéficier de conseils médicaux



Assurer les droits et les choix pour tous

NIGER



FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION

UNFPA- Assurer les droits et les choix pour tous
428, avenue du fleuve Niger BP 11207 Niamey - Niger

Avec l'appui du bureau Régional de L'UNFPA pour
l'Afrique de l'Ouest et du Centre

www.unfpa.org

wcaro.unfpa.org

@UNFPA_WCARO